

« Washington a créé une nouvelle menace terroriste »

À BOUT PORTANT

Bernard Adam

Directeur du GRIP

Le GRIP, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, observe le monde depuis 25 ans. Vivons-nous plus en paix et en sécurité qu'en 1979 ?

Pour répondre de la façon la plus objective possible à cette question, il faut se baser sur trois critères : le nombre de conflits, le nombre de têtes nucléaires, et l'importance des dépenses militaires. En 1979, il y avait 39 conflits dans le monde, et nous étions au milieu d'une courbe ascendante. En 1993, il y en avait 55, avant de retomber à 29 en 2003. En termes de têtes nucléaires, on en comptait 65.000 en 1986, contre 20.000 en 2003. Quant aux dépenses militaires, elles étaient au plus haut en

1987, à 1.300 milliards \$, avant de redescendre à 800 milliards entre 1994 et 2000, puis de remonter à partir de 1998 pour atteindre 950 milliards en 2003. Les deux premiers indicateurs montrent une amélioration de la situation internationale : c'est une tendance qu'on ne peut nier. Par ailleurs, l'évolution des dépenses militaires dépend en grande partie de celles des États-Unis, qui représentent à elles seules 50 % du total mondial.

Un élément explicatif majeur de ces évolutions, c'est la chute du Mur en 1989 et la fin de l'URSS en 1991, conséquences de la politique menée par Gorbatchev après son arrivée au pouvoir en 1985. Par ailleurs, dès le début des années 90, George

Bush père a œuvré pour un plus grand multilatéralisme, pour un usage de la force plus mesuré. Ainsi, lors de la première guerre du Golfe, les États-Unis ont-ils libéré le Koweït mais se sont abstenus d'aller jusqu'à Bagdad. Le rôle de l'ONU en a été renforcé, même si cette institution a dû faire face à un double problème : un manque de moyens, mais aussi le fait que de nombreux États n'ont pas concrétisé leurs discours. L'espoir selon lequel il était possible de régler les crises via des opérations de maintien de la paix a montré ses limites en Somalie, au Rwanda ou en ex-Yougoslavie.

Et les 25 années à venir, comment les envisagez-vous ?

De nouveaux dangers sont apparus, qui ne sont pas toujours simples à mesurer. Et l'immense simplisme développé par le gouvernement de George W. Bush fait croire que nous sommes face à une menace majeure du terrorisme international. On se rapproche du comportement binaire, qui partageait le monde en bons et mauvais à l'époque de la

« menace communiste ». À cette époque, rappelons-le, les deux Blocs s'étaient lancés dans une course aux armements. Sommes-nous réellement face à une menace terroriste ? Elle a en fait toujours existé. Les chiffres nuancent fortement la perception. En 1980, il y avait 600 attentats par an, contre 200 aujourd'hui. Ces chiffres émanent du département d'État américain. Il faut aussi mettre ces chiffres en perspective : en 2002, les attentats ont provoqué la mort de 2.800 personnes, alors que chaque année, 300.000 personnes trouvent la mort dans des conflits, soit 100 fois plus...

Si l'on veut analyser en termes d'efficacité l'actuelle riposte américaine au terrorisme, on ne peut que constater que c'est une mauvaise réponse. D'autres menaces n'ont pas été prises en compte par Washington, comme le montre l'exemple irakien. Cette action militaire lourde a été menée sur de mauvais prétextes : il s'agissait de retrouver les fameuses armes de destruction massive (ADM) et d'empêcher le terrorisme international. Or on a

vu que l'offensive contre l'Irak a créé un nouveau front qui nourrit le terrorisme. Les États-Unis ont créé une nouvelle menace au nom de la lutte contre cette menace. La guerre contre l'Irak a un coût 1.000 fois plus élevé que le budget annuel des inspecteurs de l'ONU avant la guerre – tout cela pour ne pas trouver d'ADM, avec comme corollaire que les infrastructures irakiennes ont été mises en pièces.

« Avec W. Bush, on se rapproche de la classification bons - mauvais »

Que fallait-il faire ?

Dès le lendemain des attentats de septembre 2001, il aurait fallu mener une double action à court terme : protéger nos sociétés industrielles libres et forcément fragiles par des actions policières et judiciaires, et agir de façon multilatérale pour réunir autour de la table le plus grand nombre de pays possible pour lutter contre ce fléau. Bush a pré-

fééré créer une alliance mouvante au gré de ses intérêts du moment. À plus long terme, Washington aurait dû s'interroger sur les motivations qui ont mené à ces attentats, sur le « pourquoi en est-on arrivé là ? » La réponse aurait dû être trouvée du côté du conflit israélo-palestinien, mais aussi auprès des profondes inégalités socio-économiques à travers le monde. On ne peut remédier à ces injustices que par un travail de fond, prenant en compte la coopération au développement mais aussi des mécanismes d'échange plus justes. On en arrive au concept de sécurité commune selon lequel un État ne peut pas être en sécurité si son voisin ne l'est pas.

Comment l'Europe doit-elle se positionner ?

Nous sommes pour une Europe qui soit une puissance tranquille, quelque part entre les deux extrêmes : l'impuissance ou la super-puissance. Actuellement, l'Europe est divisée dans ses relations transatlantiques, elle ne sait comment fonctionner face à la politique impériale

de son allié américain. Or, après les deux guerres mondiales, la construction européenne s'est révélée être une magistrale expérience de prévention des conflits. Au-delà de cela, que doit-elle faire ? Que veut dire l'Europe de la Défense ? Oui, il faut qu'elle dispose de moyens militaires qui puissent être utilisés de façon collective dans le monde.

Le concept de sécurité développé par M. Solana en décembre 2003 est flou. Il semble modéré, mais pourrait laisser la porte ouverte à des aventures de type irakien. Ainsi, les Britanniques sont conscients que la prévention des conflits est importante, mais cela n'empêche pas qu'ils agissent de façon contradictoire vu leur alliance avec les États-Unis. L'UE doit jouer la carte du multilatéralisme, renforcer l'ONU, avoir des troupes prêtes pour des opérations de maintien de la paix musclées, mais en discutant avec les gens, et non en imposant ses vues, erreur fondamentale répétée par les États-Unis. ●